

## **APPEL D'OFFRES RESTREINT – PHASE CANDIDATURE N° AO-26-01**

En application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 2°, du Code de la commande publique

**CONCEPTION DE LA REFONTE DU PARCOURS PERMANENT DU MUSEE DE L'ARCHITECTURE**

### **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) PHASE CANDIDATURE**

**Date et heure limites de réception des candidatures : 06 février 2026 à 11h00**

**Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :**

Établissement public à vocation industrielle et commerciale  
Cité de l'architecture et du patrimoine  
1, place du Trocadéro et 11 novembre  
75116 Paris

## Table des matières

<b>PRÉAMBULE – DÉFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Présentation de l'opération de refonte des parcours permanents .....	5
1.3 Parties contractantes.....	6
1.4 Procédure de passation .....	7
1.5 Allotissement du marché .....	7
1.6 Durée du marché.....	7
1.7 Variantes.....	7
1.8 Tranches optionnelles.....	7
Sans objet pour la phase candidature. ....	7
1.9 Prestations supplémentaires éventuelles .....	7
Sans objet pour la phase candidature. ....	7
1.10 Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires .....	7
1.11 Nomenclature européenne .....	8
1.12 Forme juridique de l'attributaire.....	8
1.13 Langue et unité monétaire.....	8
1.14 Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
<b>ARTICLE 2 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES – PHASE CANDIDATURE .....</b>	<b>9</b>
2.1 Composition du DCE – Phase « candidature » .....	9
2.2 Mise à disposition du DCE – Phase « candidature » .....	10
2.3 Demande de renseignements complémentaires – phase « candidature » .....	10
2.4 Modification du DCE – phase « candidature » .....	11
2.5 Confidentialité.....	11
<b>ARTICLE 3 – LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE DE PASSATION .....</b>	<b>11</b>
3.1 Les différentes étapes .....	11
3.2 Phase « candidature ».....	12
3.3 Phase « offre » .....	12

<b>ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES .....</b>	<b>13</b>
4.1 Contenu du dossier de candidature .....	13
<b>ARTICLE 5 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES – JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>18</b>
6.1 Vérification de la conformité des candidatures.....	18
6.2 Critères de sélection des candidatures .....	19
6.3 Jugement des offres .....	23
<b>ARTICLE 7 – VERSEMENT D’UNE PRIME .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 8 – VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE OFFRE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 9 – INVITATION A SOUMISIONNER - PHASE OFFRE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 10 - TRAITEMENT DES DONNÉES.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 11 - RECOURS.....</b>	<b>25</b>

## PRÉAMBULE – DÉFINITIONS

**Pouvoir adjudicateur** : Cité de l'architecture et du patrimoine – 1, place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 PARIS

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville. Pour cela, la Cité propose un parcours permanent d'exposition se déployant sur près de 7 000 m<sup>2</sup>.

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » désigne la personne qui conclut le marché avec le titulaire, soit en l'espèce la Cité de l'architecture et du patrimoine désigné ci-après « la Cité » ou « pouvoir adjudicateur » ;
- Le « titulaire » et ou « l'attributaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de l'une des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. Cette date, qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur à sa date d'engagement (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre pour la conception de la refonte du parcours permanent du musée de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine.

**L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et équipements est estimée à 1 800 000 € HT.** Cette enveloppe prévisionnelle ne comprend pas les honoraires de l'équipe titulaire du présent marché. Elle couvre les postes relatifs à la rénovation des surfaces et finitions existantes, le renouvellement partiel des mobiliers, le renouvellement des mobiliers muséographiques, la réfection de la mise en lumière, le renouvellement des dispositifs audiovisuels et multimédias, de leurs contenus et de leurs mobiliers, le remplacement des stations tactiles et manipulables obsolètes et de leurs mobiliers, l'intégration d'assises dans le parcours de visite.

Une ouverture des parcours permanents est souhaitée pour le mois de juin 2027. Le calendrier prévisionnel sera détaillé dans les documents de la consultation de la phase offre.

### 1.2 Présentation de l'opération de refonte des parcours permanents

**Installé dans la Palais du Trocadéro** - bâtiment conçu pour l'exposition universelle de 1878 partiellement déconstruit et reconstruit à l'occasion de celle de 1937 - **le Musée de la Cité de l'architecture et du patrimoine** abrite des collections dont la diversité se reflète dans la dénomination de ses trois galeries : Galerie d'architecture médiévale et classique, Galerie d'architecture contemporaine, Galerie des peintures murales et des vitraux.

**Le musée de la Cité de l'architecture et du patrimoine** a été entièrement rénové pour 2007 avec une muséographie conçue par **Jean-François Bodin**.

**Appelé à devenir Musée de l'architecture à l'occasion de la présente refonte**, l'établissement renouvelle ses dispositifs de médiation et retravaille son parcours de visite pour donner à sa muséographie lisibilité, unité et cohérence.

**Deux chantiers parallèles** sont ainsi conduits (dont seul le premier fait l'objet du présent appel à candidature) :

- 1. Le renforcement d'un parcours de visite selon une logique chronologique, incluant la Galerie d'architecture médiévale et classique et la Galerie d'architecture contemporaine. Il proposera un panorama cohérent de l'histoire de l'architecture de l'époque romane à l'époque contemporaine ;
- 2. La proposition d'un parcours immersif au propos renouvelé dans la Galerie des peintures murales et des vitraux, possiblement accessible indépendamment depuis le hall Trocadéro et échappant à une logique strictement chronologique. Pour les groupes, il est toutefois impératif de maintenir l'accès

depuis la galerie d'architecture contemporaine vers la galerie des peintures, notamment pour accéder aux espaces des ateliers pédagogiques.

**Le programme de rénovation du parcours de visite ne concerne, dans le cadre du présent appel à candidature, que le premier chantier** (Galerie d'architecture médiévale et classique et Galerie d'architecture contemporaine). Il vise à une révision des dispositifs muséographiques existants en accord avec les évolutions du Musée tout en exploitant pleinement le potentiel du site :

- La reconfiguration du parcours de visite renforcera les liaisons entre la Galerie d'architecture médiévale et classique et la Galerie d'architecture contemporaine, permettant de donner sens, cohérence et lisibilité à la déambulation à travers 18 séquences clairement balisées. Il mettra à profit les vues spectaculaires et les majestueux espaces interstitiels du Palais du Trocadéro pour susciter de nouvelles expériences mêlant découverte, contemplation et réflexion ;
- Les dispositifs de médiation dynamiques et ludiques permettront aux visiteurs de s'initier aux notions fondamentales de l'architecture ;
- Les espaces d'exposition accueilleront des installations immersives développées et renouvelées dans le cadre de partenariats (Projet « architecture augmentée » conduit par les équipes de la Cité et Iconem parallèlement au programme présenté dans le présent appel à candidature) ;
- La nouvelle conception de l'éclairage muséographique mettra en valeur les collections, permettra d'assurer la maintenance périodique nécessaire au bon éclairage des collections et de faire évoluer périodiquement les expositions.

Conçue dans une logique de maîtrise des coûts de réalisation et d'exploitation, cette nouvelle proposition muséale vise à :

- Cibler un public plus large pour augmenter la fréquentation du Musée ;
- Fidéliser les visiteurs en les incitant à revenir régulièrement grâce à un propos clair ;
- Améliorer la pédagogie du parcours et permettre aux visiteurs d'acquérir des clés de lecture qui seront mobilisées lors de leurs promenades urbaines ou de la visite de monuments ;
- Développer une médiation en meilleure adéquation avec les attentes des familles ;
- Proposer une vision élargie de l'architecture qui englobe les interventions sur notre environnement, depuis le design à l'échelle domestique jusqu'aux révolutions urbaines en cours.

### **1.3 Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

**Cité de l'architecture et du patrimoine**, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 1 place du Trocadéro, 75116 Paris, représentée par monsieur Julien BARGETON, en qualité de président.

**Et, le titulaire** dont l'acte d'engagement a été accepté par la Cité de l'architecture et du patrimoine et désigné

par les documents du marché par le terme « Titulaire ».

#### **1.4 Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon la **procédure de l'appel d'offres restreint**, en application des dispositions des articles **L2124-2 et R2124-2 2°** du Code de la commande publique.

Cette procédure se déroule en deux phases :

- Une **phase candidature** relative à la remise, à l'examen des candidatures et à la sélection des candidats admis à présenter une offre au pouvoir adjudicateur. Le présent règlement de consultation ne concerne que cette phase, au cours de laquelle les candidats sont invités à remettre leur candidature, dans les conditions énoncées dans l'avis de marché et dans l'article 4 du présent règlement de consultation ;
- Une **phase offre** relative à la remise et à l'examen des offres présentées par les candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature ainsi qu'à l'attribution du présent marché. Cette phase fera l'objet d'un règlement de consultation spécifique qui sera adressé aux candidats sélectionnés par le pouvoir adjudicateur avec la lettre d'invitation à soumissionner.

#### **1.5 Allotissement du marché**

En application de l'article L2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

#### **1.6 Durée du marché**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au à la fin des obligations réciproques des parties (issue du délai de parfait achèvement des travaux).

#### **1.7 Variantes**

Sans objet pour la phase candidature.

#### **1.8 Tranches optionnelles**

Sans objet pour la phase candidature.

#### **1.9 Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet pour la phase candidature.

#### **1.10 Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires**

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

### 1.11 Nomenclature européenne

Classification principale CPV :

- 92521100 Services d'exposition dans les musées,
- 71000000 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

### 1.12 Forme juridique de l'attributaire

Compte tenu de la nature et de la complexité des prestations attendues, les candidatures individuelles ne sont pas admises.

Les candidatures devront être obligatoirement déposées par un groupement d'opérateurs économiques dans les conditions suivantes :

**Le groupement doit comporter les compétences obligatoires suivantes :**

- **Conception scénographique : mandataire (comprenant les compétences de muséographie, de conception audiovisuelle et multimédia, d'ingénierie audiovisuelle et multimédia, de conception de manipulations didactiques).**
- **Conception graphique et signalétique (comprenant les compétences de conception de schémas et d'illustrations, de documentaliste-iconographe).**
- **Conception lumières.**

Si l'un des groupements ne détient pas l'une de ces compétences, il sera éliminé au stade de la candidature.

**Les compétences suivantes sont recommandées mais non obligatoires :**

- **Bureau d'études second œuvre**
- **Bureau d'études CFO/CFA**

**Le mandataire du groupement devra obligatoirement être le scénographe.**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

Pour la bonne exécution du marché, en cas d'attribution à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

### 1.13 Langue et unité monétaire

Les offres devront obligatoirement être rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

L'unité de compte est l'euro. Les prix formulés par le soumissionnaire sont exprimés uniquement dans cette



unité monétaire.

#### **1.14 Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Tous les échanges entre la Cité de l'architecture et du patrimoine et les entreprises pendant la procédure de passation de ses marchés (dépôt des candidatures et des offres, les questions/réponses, les échanges relatifs à la négociation, les demandes d'informations et de compléments, les notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc.) se feront via **notre plate-forme de dématérialisation** « PLACE ».

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, la Cité de l'architecture et du patrimoine pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Si plusieurs envois sont effectués, la Cité de l'architecture et du patrimoine retiendra le dernier pli parvenu sur la plate-forme de dématérialisation.

Les candidatures devront être transmises avant le jour et l'heure mentionné à l'article 4 du présent règlement de la consultation.

Les candidatures parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Pour rappel, la plate-forme de dématérialisation de la Cité de l'architecture et du patrimoine est accessible via l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

<b>ARTICLE 2 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES – PHASE CANDIDATURE</b>
--

#### **2.1 Composition du DCE – Phase « candidature »**

Le dossier de consultation de la « phase candidature » comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) qui décrit les modalités de procédure de passation au stade de la phase candidature et ses trois (3) annexes suivantes :
  - Annexe n°1 au RC de la phase candidature : Programme muséographique abrégé
  - Annexe n°2 au RC de la phase candidature : Programme fonctionnel et technique abrégé
  - Annexe n°3 au RC de la phase candidature : Cadre de réponse de candidature
- Les modèles de formulaires de déclaration du candidat DC1, DC2 (Version 2019) que le candidat pourra utiliser ;

- Déclaration sur l'honneur du candidat.

Le Code de la commande publique, et le CCAG-PI relatif au marché approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à sa date d'engagement sont réputés connus des candidats.

## **2.2 Mise à disposition du DCE – Phase « candidature »**

Aucun dossier ne sera transmis par messagerie électronique ou par voie papier.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible par voie électronique, conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme. Dans la dernière hypothèse, aucune information relative aux modifications éventuelles du DCE ne pourra être reçue. Aussi, il est fortement recommandé aux entreprises qui auraient obtenu le DCE sans l'avoir téléchargé de la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> de s'y enregistrer afin d'obtenir les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents.

Toute modification du dossier de consultation fera l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement ou du retrait du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. Ces modifications seront reçues par les candidats au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats sont informés que ces éléments sont déclaratifs, la responsabilité de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine ne saurait être recherchée si le candidat n'a pas communiqué d'adresse, a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

## **2.3 Demande de renseignements complémentaires – phase « candidature »**

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, tous les échanges durant la procédure de passation des marchés publics doivent être dématérialisés. Cela concerne :

- La mise à disposition des documents de la consultation ;
- La réception des candidatures et des offres, pour toutes les phases ;
- Les questions/réponses des acheteurs et des entreprises ; les demandes d'informations, de compléments, les échanges relatifs à la négociation ; ainsi que toute correspondance relative à la consultation.

Pour tous les renseignements qui seraient nécessaires aux candidats pour leur étude, ils doivent faire parvenir une demande écrite via la plateforme PLACE.

Toute demande de renseignement devra parvenir à la Cité de l'architecture et du patrimoine via la plateforme PLACE, au plus tard le **27 janvier 2026 à 12h00**.

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

## **2.4 Modification du DCE – phase « candidature »**

La Cité de l'architecture et du patrimoine, se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation de la phase candidature. Celles-ci seront envoyées **au plus tard 10 jours calendaires** avant la date limite de remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

## **2.5 Confidentialité**

Les entreprises candidates ayant retiré un dossier de consultation s'engagent à garder strictement confidentiels les informations et documents contenues dans ce dossier. Ces informations et documents ne peuvent être transmis à des tiers et ne sauraient être utilisés par les entreprises candidates à d'autres fins que l'élaboration de leur offre à la présente consultation.

# **ARTICLE 3 – LES DIFFERENTES ETAPES DE LA PROCEDURE DE PASSATION**

## **3.1 Les différentes étapes**

La mise en concurrence se déroulera selon les étapes suivantes :

### a) La phase « candidature »

- La remise des candidatures ;
- L'examen et la sélection des candidatures (par la commission d'appel d'offres de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine) selon les critères de sélection précisés à l'article 6.2 du présent règlement de consultation de la phase candidature.

### b) La phase « offre »

- L'envoi d'un courrier d'invitation à soumissionner aux candidats sélectionnés ;
- La visite obligatoire des parcours permanents objet du programme de refonte, **le mercredi 25 février 2026 de 14h00 à 18h00** ;
- La remise des offres par les candidats sélectionnés ;
- Audition des candidats **le jeudi 02 avril 2026 entre 9h00 et 15h00** – Celle-ci prendra la forme d'une demande de précision aux candidats concernant la teneur de leur offre conformément à l'article R2161-11 du Code de la commande publique. **Il ne s'agit en aucun cas d'une négociation ;**

- Examen et classement des offres par la commission d'appel d'offres de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine ;
- Attribution du marché.

### 3.2 Phase « candidature »

#### a) 1<sup>ère</sup> étape – La remise des candidatures

Les candidats doivent remettre l'ensemble des documents énumérés à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

Les dossiers de candidatures doivent être transmis avant la date et heure indiquées en page de garde et à l'article 4 du présent règlement de consultation de la phase candidature.

#### b) 2<sup>ème</sup> étape - L'examen et la sélection des candidatures

Les candidatures sont examinées dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique, avec contrôle des garanties professionnelles, technique et financière des candidats.

Après cette première de phase de vérification de la conformité des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à une réduction du nombre de candidats admis à participer à la phase offre dans les conditions décrites à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

La sélection des candidats sera effectuée sur la base de critères de sélection énumérés à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

En application des critères de sélection établis par le pouvoir adjudicateur, un classement est effectué par ce dernier.

Conformément à l'article R2142-17 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur retiendra les cinq (5) premiers candidats arrivés au classement.**

Conformément à l'article R2142-18 du Code de la commande publique, si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur à cinq (5), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec ces candidats.

### 3.3 Phase « offre »

#### a) 3<sup>ème</sup> étape : L'envoi d'un courrier d'invitation à soumissionner aux candidats retenus

Conformément à l'article R2144-8 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur invite simultanément et par écrit les candidats admis à soumissionner.

#### b) 4<sup>ème</sup> étape : La remise des offres par les candidats retenus

Les soumissionnaires sont invités à remettre une offre à la date et selon les modalités précisées dans l'invitation à soumissionner ainsi que dans le règlement de consultation de la phase « offre ».

Conformément à l'article R2151-15 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les offres soient accompagnées de tout document permettant d'apprécier l'offre. Lorsque ces demandes impliquent un investissement significatif pour les soumissionnaires, elles donnent lieu au versement d'une prime. Le montant de la prime pour le travail effectué sera déduit de la rémunération due au titulaire du marché.

Dans le cadre de la remise des offres, il sera demandé aux candidats de réaliser une esquisse pour lequel ils seront indemnisés dans les conditions définies à l'article 7 du présent règlement de consultation de la phase candidature.

*c) 5<sup>ème</sup> étape : Audition des candidats*

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'audition des candidats sélectionnés. La date d'audition prévue le jeudi 02 avril entre 9h00 et 15h00 sera confirmée dans l'invitation à soumissionner ainsi que dans le règlement de consultation de la phase « offres ».

Conformément à l'article R2161-11 du Code de la commande publique, cette audition permettra au pouvoir adjudicateur de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre.

**Cette audition n'est pas une négociation, les candidats ne pourront pas profiter de l'audition pour compléter ou améliorer leur offre ou encore discuter des documents de la consultation de la phase « offres ».**

*d) Examen et classement des offres*

Le pouvoir adjudicateur procède à l'analyse des offres et à leur classement définitif, afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse en appliquant les critères pondérés précisés dans le règlement de la consultation de la phase « offre ».

<b>ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES</b>
---

Les candidatures devront parvenir à la Cité de l'architecture et du patrimoine via la plateforme PLACE, au plus tard **le 06 février 2026 à 11H00.**

Le dossier sera constitué d'un pli unique devant contenir les pièces relatives à la candidature.

Dans le cadre de la présente procédure, il est rappelé que celle-ci se déroulera en deux phase successives et que **seuls les candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature** par le pouvoir adjudicateur **seront invités à remettre une offre.**

#### **4.1 Contenu du dossier de candidature**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire un **dossier complet « Candidature »** comprenant les documents suivants :

- 1.** Lettre de candidature DC1, dûment complétée et signée. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation. **Un seul DC1, commun à tous les membres du groupement, est fourni.** Ce document précise :
  - En rubrique D : la nature du groupement (conjoint ou solidaire) ;
  - En rubrique E, l'identification de l'ensemble des membres du groupement (nom, adresse, numéros de téléphone, adresse mail et SIRET) ainsi que la répartition des prestations entre les membres du groupement (uniquement si le groupement est conjoint) ;
  - En rubrique G, l'identité du mandataire **qui doit obligatoirement être le scénographe.**
- 2.** Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement DC2, dûment complétée et signée. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières. **Chaque membre du groupement fournit un DC2.**
- 3.** Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : extrait K-bis et, **délégation de pouvoir autorisant le mandataire à agir au nom de chaque membre du groupement ;**
- 4.** Si le candidat est admis au redressement judiciaire, le copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;
- 5.** Une attestation sur l'honneur, (communiquée par la Cité de l'architecture et du patrimoine), dûment complétée et signée ;
- 6.** Une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité des risques professionnels ;
- 7.** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique et dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- 8. Un dossier de présentation générale commun à l'ensemble des membres du groupement indiquant leurs références professionnelles récentes en rapport avec les prestations à réaliser :**

**Un dossier unique sera transmis pour l'ensemble du groupement candidat.**

*Format obligatoire : 1 seul fichier numérique (.pdf).*

Au sein de ce dossier, les groupements candidats devront présenter une sélection pertinente **de sept (7) références significatives maximum** de scénographies d'exposition démontrant les compétences et capacités de tous leurs membres dans les domaines de compétences obligatoires énoncés à l'article 1.12 du présent règlement de consultation. **Les références sélectionnées par le candidat devront avoir été réalisées au cours des six (6) dernières années.**

**Il est précisé que le nombre de références est limité à sept (7) par groupement et non par membre du groupement.**

**Les candidats devront proposer les sept (7) références illustrées suivantes :**

- **Trois (3) références maximum impliquant la création ou la refonte d'un parcours permanent d'exposition.**
- Une (1) référence maximum impliquant la réalisation d'un projet en milieu occupé ;
- Une (1) référence maximum impliquant une collection ;
- Une (1) référence maximum mettant en avant le design mobilier de l'exposition ;
- Une (1) référence libre maximum ;

*Ces sept (7) références maximums devront faire l'objet d'une présentation détaillée spécifique à partir du cadre de réponse de candidature fourni en annexe du présent règlement de consultation ;*

**Les informations suivantes devront être précisées pour chacune des références présentées :**

- Nom du maître d'ouvrage ; Contact d'un référent en mesure de témoigner du chantier ;
- Etendue de la mission (études de conception, suivi des travaux, réception) ;
- Programme et nature des prestations réalisées (projet scénographique, nombre et nature des expôts) ;
- Surface du projet scénographique ;
- Année de réalisation du projet
- Montant du projet réalisé

**Le dossier comprendra également une présentation de la composition de l'équipe du groupement candidat (cf article 1.12 relatif aux compétences obligatoires du groupement) dédiée au présent marché :**

- CV de chaque intervenant mis à disposition par les membres du groupement pour le projet. Le CV mettra en avant les références les plus représentatives des compétences de l'intervenant ;
- Effectifs moyens annuels du **scénographe mandataire** et importance du personnel d'encadrement pour chacun des trois derniers exercices ;

**Le dossier comprendra également une note décrivant la démarche écoresponsable du groupement candidat, accompagnée d'exemples concrets :**

- Le candidat s'attachera à détailler les démarches éco-responsables (éco-conception, réemploi etc.) qu'il a appliqué pour des projets similaires et démontrera sa volonté et sa capacité à intégrer des solutions éco-responsables dans son projet pour le présent marché.

**Enfin le candidat indiquera dans le dossier les coordonnées de son représentant qui sera le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.**

**9. Une lettre d'intention et de motivation de 4500 signes maximum (espaces compris) à travers laquelle le groupement candidat explicitera sa compréhension des spécificités et des enjeux du projet de refonte des parcours permanents du musée de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine :**

**Une lettre d'intention et de motivation commune au groupement candidat est remise au format texte ainsi qu'en PDF.**

Dans cette lettre d'intention, le candidat s'attachera à présenter :

- **Sa bonne compréhension des enjeux du projet :**
  - Prise en compte des spécificités d'un musée d'architecture
  - Prise en compte des spécificités du bâtiment (hauteur, différences d'éclairage, etc.)
  - Prise en compte des principaux enjeux du projet (circulation, continuité entre les deux galeries, prise en compte du public et de son expérience de visite)
  - Prise en compte des contraintes de calendrier (le candidat est force de proposition pour respecter un calendrier contraint – ouverture souhaitée en juin 2027)
  - Prise en compte des contraintes budgétaires (recyclage et proposition frugale)
  - Prise en compte de la diversité matérielle des œuvres exposées dans le parcours du musée et la nécessité de les articuler.
- **Sa capacité à se projeter sur des travaux en site occupé :**
  - Moyens et méthodes proposés pour la prise en compte de cette contrainte (calendrier, anticipation, préfabrication en parallèle etc.)

Les documents listés ci-dessus (hormis le DC1, le dossier de présentation et la lettre d'intention) devront impérativement être remis pour chacun des membres du groupement candidat.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016 de la Commission européenne qu'il produira en lieu et place des documents listés ci-avant.

Le document unique de marché européen (DUME), pré-rempli par l'acheteur et rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque co-traitant et chaque sous-traitant en lieu et place :



- De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique
- Des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat. (DC1 et DC2)

Le DUME peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur ;
- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>;
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne.

La Cité de l'architecture et du patrimoine n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. L'ensemble des documents listés dans le présent article 4.1 et permettant de justifier des capacités des candidats devront être remis directement dans le dossier de candidature.

Conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation datant de moins de 5 ans (hors formulaire DC1 lettre de candidature à fournir pour chaque nouvelle consultation).

Il appartient aux candidats de vérifier que les documents ou renseignements fournis à cette occasion demeurent valables pour la présente consultation.

Dans ce cas, les candidats préciseront au pouvoir adjudicateur l'objet et la date de remise des offres de la consultation à laquelle ils avaient participé.

À défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Par ailleurs, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès à ce système soit gratuit. Le candidat doit également indiquer la liste des documents accessibles à partir de ce système.

## ARTICLE 5 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES

La date et l'heure limites de réception des plis sont fixées à la page de garde ainsi qu'à l'article 4 du présent règlement de consultation.

Seul sera pris en compte l'horodatage d'arrivée des plis. Le soumissionnaire est seul responsable du bon acheminement de sa réponse à l'acheteur ; les plis qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ainsi que les plis parvenus uniquement par voie papier seront éliminés.

Le soumissionnaire doit impérativement veiller à prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis, et notamment à intégrer le temps nécessaire à l'accomplissement de toutes les formalités (s'agissant notamment de la durée du téléchargement en fonction du débit de son accès internet et/ou de la taille des documents à transmettre, de la validité de son certificat de signature électronique, etc.). A cette fin, il est vivement conseillé aux soumissionnaires de prendre connaissance du Guide d'utilisation Utilisateur entreprise mise à disposition par la plateforme.

## ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES – JUGEMENT DES OFFRES

### 6.1 Vérification de la conformité des candidatures

Il sera procédé en premier lieu à une vérification de la conformité des candidatures au regard du présent règlement de la consultation.

Avant de procéder à l'examen et au classement des candidatures conformément à l'article 6.2 ci-après, s'il est constaté que les pièces de candidature mentionnées à l'article 4.1 du présent règlement de consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié, soit d'éliminer la candidature.

La vérification des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Lors de la vérification de la conformité des candidatures, seront éliminées :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observations ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières **seront jugées manifestement insuffisantes** pour exécuter le marché public. C'est-à-dire ceux dont les capacités sont à l'évidence, et sans qu'il soit besoin d'un examen approfondi du dossier de candidature, insuffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché. *(Par exemple un groupement ne présentant pas l'une des compétences obligatoires indiquées à l'article 1.12 du règlement de consultation).*
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner.
- **Les candidats n'ayant pas remis les documents suivants : le dossier de présentation générale, la lettre d'intention.**

Les candidatures déclarées irrecevables et éliminées à ce stade ne seront pas examinées et classées dans les conditions prévues à l'article 6.2 ci-après.

Après cette première de phase de vérification de la conformité des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à une réduction du nombre de candidats admis à participer à la phase offre dans les conditions décrites à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

La sélection des candidats sera effectuée sur la base de critères de sélection énumérés à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

## 6.2 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures déclarées recevables seront jugées et classées en application des critères de sélection établis suivant la grille ci-dessous par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R2142-17 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur retiendra les cinq (5) premiers candidats arrivés au classement.**

Critères de sélection	Note	Objet
<b>Critère n°1</b> : Qualité et pertinence des références du candidat sur les 6 dernières années  <b><u>Ce critère est divisé en deux sous critères précisés ci-après :</u></b>	<b>45</b>	<p>Les groupements candidats devront présenter une sélection pertinente <b>de sept (7) références significatives maximum</b> de scénographies d'exposition démontrant les compétences et capacités de tous leurs membres dans les domaines de compétences obligatoires énoncés à l'article 1.12 du présent règlement de consultation.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Trois (3) références maximum impliquant la création ou la refonte d'un parcours permanent d'exposition</li><li>- Une (1) référence maximum impliquant la réalisation d'un projet en milieu occupé</li><li>- Une (1) référence maximum impliquant une collection</li><li>- Une (1) référence maximum mettant en avant le design mobilier de l'exposition</li><li>- Une (1) référence libre maximum</li></ul> <p><i>Ces références devront faire l'objet d'une présentation détaillée spécifique à partir d'un cadre de réponse fourni en annexe du présent règlement de consultation.</i></p>

		<b>Les références sélectionnées par le candidat devront avoir été réalisées au cours des six (6) dernières années.</b>
<b>Sous-critère n°1.1 :</b> Qualité des expériences similaire du candidat pour la création ou la refonte d'un parcours permanent de musée (ou équivalent) dans les six (6) dernières années	25	<p><b>Parmi les sept références significatives maximum à présenter :</b></p> <p>Les groupements candidats devront présenter trois (3) références maximum impliquant la création ou la refonte d'un parcours permanent d'exposition.</p> <p><b>Les références sélectionnées par le candidat devront avoir été réalisées au cours des six (6) dernières années.</b></p>
<b>Sous-critère n°1.2 :</b> Qualité et pertinence des autres références du candidat dans les six (6) dernières années.	20	<p>Ce sous-critère porte sur les quatre (4) références suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une (1) référence impliquant la réalisation d'un projet en milieu occupé ;</li> <li>- Une (1) référence impliquant une collection ;</li> <li>- Une (1) référence mettant en avant le design mobilier de l'exposition ;</li> <li>- Une (1) référence libre ;</li> </ul> <p><b>Les références sélectionnées par le candidat devront avoir été réalisées au cours des six (6) dernières années.</b></p>
<b>Critère n°2 :</b> Qualité et adéquation des compétences et moyens humains mis à disposition par le candidat pour le projet	30	<p><b>Une présentation de la composition de l'équipe du groupement candidat dédiée au présent marché est attendue :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CV de chaque intervenant mis à disposition par les membres du groupement pour le projet. Le CV mettra en avant les références les plus représentatives des compétences de l'intervenant ;</li> <li>- Effectifs moyens annuels du scénographe mandataire et importance du personnel d'encadrement pour chacun des trois derniers exercices ;</li> </ul>
<b>Critère n°3 :</b> Qualité de la compréhension des enjeux du		<b>Le candidat remettra une lettre d'intention et de motivation à travers laquelle il explicitera sa</b>

projet et de la capacité du candidat à se projeter sur des travaux en milieu occupé  <b><u>Ce critère est divisé en deux sous critères précisés ci-après :</u></b>	<b>20</b>	<b>compréhension des spécificités et des enjeux du projet de refonte des parcours permanents et sa capacité à se projeter sur des travaux en site occupé.</b>  <b>La lettre d'intention comportera 4500 signes maximum, espaces compris.</b>
<b>Sous-critère n°3.1 :</b> Qualité de la compréhension des enjeux du projet	<b>5</b>	<b><u>Dans la lettre d'intention le candidat s'attachera à détailler sa bonne compréhension des enjeux du projet :</u></b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte des spécificités d'un musée d'architecture</li> <li>- Prise en compte des spécificités du bâtiment (hauteur, différence d'éclairage, etc.)</li> <li>- Prise en compte des principaux enjeux du projet (circulation, continuité entre les deux galeries, prise en compte du public et de son expérience de visite)</li> <li>- Prise en compte des contraintes de calendrier</li> <li>- Prise en compte des contraintes budgétaires (recyclage et proposition frugale)</li> <li>- Prise en compte de la diversité matérielle des œuvres exposées dans le parcours du musée et la nécessité de les articuler.</li> </ul>
<b>Sous-critère n°3.2 :</b> Qualité et pertinence des moyens et méthodes proposés pour la réalisation de travaux en site occupé.	<b>15</b>	<b><u>Dans la lettre d'intention le candidat s'attachera à démontrer sa capacité à se projeter sur des travaux en site occupé :</u></b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyens et méthodes proposés par le candidat pour la prise en compte de cette contrainte <b><u>majeure</u></b> (calendrier, anticipation, préfabrication en parallèle etc.)</li> </ul>
<b>Critère n° 4 :</b> Qualité et pertinence des engagements du candidat en matière de	<b>5</b>	<b><u>Le dossier de présentation générale remis par le candidat comprendra une note décrivant la démarche</u></b>

développement durable		<p><b><u>écoresponsable du groupement candidat, accompagnée d'exemples concrets :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le candidat s'attachera à détailler les démarches éco-responsables (éco-conception, réemploi etc.) qu'il a appliqué pour des projets similaires et démontrera sa volonté et sa capacité à intégrer des solutions éco-responsables dans son projet pour le présent marché.</li> </ul>
-----------------------	--	---

#### **Modalités d'appréciation des critères de jugement des candidatures :**

L'appréciation s'effectue pour chaque candidature et pour chaque critère et sous critère sur les bases suivantes

■ **Valeur 4** : le contenu de la candidature est très satisfaisant. Il présente des précisions plus importantes que les autres candidatures

■ **Valeur 3** : le contenu de la candidature est satisfaisant. Il présente des précisions conformes aux attentes sans différences significatives avec les autres candidatures

■ **Valeur 2** : le contenu de la candidature est insuffisant. Il présente des précisions comportant des manques mineurs par rapport aux autres candidatures

■ **Valeur 1** : le contenu de la candidature est très insuffisant. Il présente des précisions comportant des manques majeurs par rapport aux autres candidatures

■ **Valeur 0** : l'absence de contenu est constatée.

#### **Barème appliqué :**

Chaque candidature obtient une performance calculée globalement sur **100 points** :

- Sous critère 1.1 est calculé sur 25 points
- Sous-critère 1.2 est calculé sur 20 points
- **Total critère 1 : 45 points**
- Critère 2 est calculé sur 30 points
- **Total critère 2 : 30 points**
- Sous critère 3.1 est calculé sur 5 points
- Sous-critère 3.2 est calculé sur 15 points
- **Total critère 3 : 20 points**
- Critère 4 est calculé sur 5 points
- **Total critère 4 : 5 points**

	SC1.1	SC1.2	C2	SC3.1	SC3.2	SC4
Valeur 4	25	20	30	5	15	5
Valeur 3	20	15	23	3	11	3
Valeur 2	15	10	15	2	7	2
Valeur 1	5	5	5	1	3	1
Valeur 0	0	0	0	0	0	0

### 6.3 Jugement des offres

Les cinq candidats sélectionnés en phase candidature seront destinataire d'une invitation à soumissionner dans le cadre de la phase offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue. Le classement des offres sera établi sur la base de la note globale obtenue par chaque proposition.

Le jugement des offres sera effectué sur la base des deux critères suivants :

- **Le critère « valeur financière », noté sur 40 points ;**
- **Le critère « valeur technique » noté sur 60 points.**

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points, la note de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La définition des critères, des sous-critères, leur pondération exacte ainsi que leurs modalités d'appréciation seront précisées dans le règlement de consultation de la phase « offre ».

## ARTICLE 7 – VERSEMENT D'UNE PRIME

Une prime d'un montant forfaitaire de 2000 € HT (deux mille euros Hors Taxes) est allouée au titulaire ainsi qu'aux candidats non retenus à l'issue de la phase « offre » ayant remis les éléments d'esquisse conformes au règlement de la consultation de la phase « offre ».

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de supprimer les primes des soumissionnaires dont les offres sont irrégulières.

Il sera procédé à la suppression de la prime dans les cas suivants :

- Offre ou esquisse non remise ;

- Offre transmise hors délai ;
- Offre ou esquisse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur.

Après notification de la décision la commission d'appel d'offres, la prime sera versée à chaque équipe candidate au plus tard dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la facture correspondante sur le portail Chorus Pro (portail Internet de dématérialisation des factures adressées aux entités publiques) : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour les candidats non retenus, la prime vaudra solde de tout compte.

**Le montant de la prime pour le travail effectué sera déduit de la rémunération due au titulaire du marché.**

## **ARTICLE 8 – VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE OFFRE**

Phase s'adressant aux cinq (5) candidats maximum sélectionnés en phase candidature et admis à soumissionner.

Une visite obligatoire du site sera organisée le **mercredi 25 février 2026 de 14h00 à 18h00** à l'adresse suivante :

**Cité de l'architecture et du patrimoine, entrée par l'entrée publique du hall Trocadéro  
1 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75016 Paris**

## **ARTICLE 9 – INVITATION A SOUMISSIONNER - PHASE OFFRE**

Le pouvoir adjudicateur invitera, simultanément et par écrit les cinq candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature, à soumissionner dans le cadre de la phase « offre ». L'invitation à soumissionner sera accompagnée du DCE de la phase « offre » (AE et annexes, CCTP et annexes, CCAP et annexes, règlement de consultation de la phase « offre »).

Conformément à l'article R2144-9 du Code de la commande publique, l'invitation comprendra les informations suivantes :

- La référence de l'avis d'appel à la concurrence publié ;
- La date limite de la réception des offres et les modalités de remise des offres ;
- La liste des documents à fournir ;
- La pondération des critères d'attribution du marché ;
- L'adresse du profil acheteur sur lequel les documents de la consultation de la phase offre ont été mis à disposition des candidats.



L'ensemble des informations relatives au déroulement de la phase offre de la présente consultation seront développées dans le règlement de consultation de la phase offre.

## **ARTICLE 10 - TRAITEMENT DES DONNÉES**

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont les services de de la Cité de l'architecture et du patrimoine chargés de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés publics.

Conformément à loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le candidat dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit à l'effacement, d'un droit à la limitation du traitement, ainsi qu'un droit à la portabilité de ses données. Toute personne qui souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations la concernant, peut adresser une demande accompagnée d'une copie de sa pièce d'identité au Délégué à la Protection des Données.

Le délégué à la protection des données est joignable aux coordonnées suivantes : la Cité de l'architecture et du patrimoine – Azhar FALA, Délégué à la protection des données - 1, place du Trocadéro et 11 novembre 75116 Paris ; ou par courrier électronique à : [dpo@citedelarchitecture.fr](mailto:dpo@citedelarchitecture.fr).

## **ARTICLE 11 - RECOURS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy 75 181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01 44 49 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)